



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du jeudi 27 juin 2024

Nombre de membres en exercice : 27
Nombre de présents : 15
Nombre de votants : 23

Date de la convocation : 20 juin 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept juin à quinze heures trente, les membres de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de la Maison des Initiatives et des Services, 22-24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

Présents :

Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Martine FARRAS (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Pierre FROC (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie PETIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Michelle PIVETEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-le-Chapus), M. Philippe BIARD (Bourcefranc-le-Chapus), Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-le-Chapus), M. Patrice BROUHARD (Le Gua), Mme Béatrice ORTEGA (Le Gua), Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BEGU (Saint-Just-Luzac), M. Jean-Pierre MANCEAU (Saint-Just-Luzac), M. François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre), M. Joël PAPINEAU (Saint-Sornin)

Absents excusés ayant donné un pouvoir :

M. Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage) – pouvoir à M. Patrice BROUHARD (Le Gua) ; Mme Frédérique LIEVRE (Marennes-Hiers-Brouage) – pouvoir à Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage) ; M. Philippe LUTZ (Marennes-Hiers-Brouage) – pouvoir à M. Jean-Marie PETIT (Marennes-Hiers-Brouage) ; M. Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage) – pouvoir à Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage) ; Mme Sabrina HUET (Bourcefranc-le-Chapus) – pouvoir à M. Philippe BIARD (Bourcefranc-le-Chapus) ; M. Guy PROTEAU (Bourcefranc-le-Chapus) – pouvoir à M. Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-le-Chapus) ; M. Stéphane DELAGE (Le Gua) – pouvoir à Mme Béatrice ORTEGA (Le Gua) ; Mme Ingrid CHEVALIER (Nieulle-sur-Seudre) – pouvoir à M. François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre)

Absents :

M. Richard GUERIT (Marennes-Hiers-Brouage)
M. Jean-Louis BERTHÉ (Bourcefranc-le-Chapus)
M. Joël CHAGNOLEAU (Le Gua)
M. Jean-Lou CHEMIN (Saint-Just-Luzac)

Secrétaire de séance : M. François SERVENT

Contrat de reprise option filière plastiques 2024-2029 avec VALORPLAST

*Collecte et traitement
des déchets des
ménages et assimilés*

Monsieur François SERVENT, Vice-président en charge du développement durable, expose :

Dans le cadre de la collecte sélective mise en place sur le territoire communautaire, la CCBM a conclu au 1^{er} janvier 2018 un contrat de reprise et de recyclage des déchets d'emballages ménagers avec CITEO. Pour les emballages en plastiques, la filière Plastiques assure, en partenariat avec CITEO, la garantie de reprise et de recyclage et attribue à chaque collectivité, un recycleur : pour la CCBM il s'agit de VALORPLAST. Ce contrat, d'une durée initiale de 5 ans, a été prolongé par deux avenants en 2023 et 2024, afin d'assurer la continuité des reprises matériaux dans l'attente d'un nouveau contrat type (Barème G) pour la période 2024-2029. Il convient désormais d'approuver ce nouveau contrat, dont le terme est fixé au 31 décembre 2029.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 2017/CC09/27 approuvant le contrat type d'adhésion au barème de soutien CITEO ;

Vu la délibération n°2024/CC02/04 relative à l'avenant de prolongation de ce contrat pour l'année 2024 ;

Considérant qu'il convient d'approuver un nouveau contrat avec CITEO dont le terme est fixé au 31 décembre 2029 ;

Après avoir entendu l'exposé du Vice-président, et en avoir délibéré,

DECIDE

- D'approuver le contrat de reprise des plastiques de collecte sélective avec VALORPLAST pour la période 2024-2029 ;
- D'autoriser Monsieur le Président à le signer ainsi que tout document afférent ;
- D'inscrire les recettes correspondantes au budget de la régie pour la durée du contrat.

ADOpte A L'UNANIMITE

Pour : 23

Contre : 0

Abstention : 0

Pour extrait conforme au registre des délibérations

Le Président
Patrice BROUHARD



Le Secrétaire de séance
François SERVENT



La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.